

mercredi, 7. Septembre 2016



SOMMAIRE Cliquez sur les titres pour lire les articles

Marché & Economie.....	2
<i>Relations algéro-belges : Accroître les échanges économiques.....</i>	<i>2</i>
<i>Relations américano-méditerranéennes : Le potentiel de l'Algérie présenté à Washington .</i>	<i>2</i>
<i>Le PDG de Sonelgaz : Aucune hausse de l'électricité et du gaz pour 2017</i>	<i>3</i>
<i>Ciment : autosuffisance dès 2017</i>	<i>3</i>
<i>Nouveau texte pour encadrer la production et la commercialisation du café</i>	<i>4</i>
<i>Issad Rebrab pense que l'Algérie peut devenir l'usine de l'Europe</i>	<i>5</i>
<i>Le train sifflera dès ce dimanche à Zéralda.....</i>	<i>5</i>
<i>États généraux de l'aviculture.....</i>	<i>6</i>
Commerce	6
<i>Alliance assurance présente son bilan : «81% de dossiers automobiles réglés»</i>	<i>6</i>
<i>Le cahier de charges du projet "Scania" à Mascara approuvé par le ministère de l'industrie</i>	<i>7</i>
<i>Captan Al Marsa met le Cap sur l'Afrique</i>	<i>7</i>
<i>Le cabinet algérien Bravehill ouvre une filiale en Mauritanie.....</i>	<i>8</i>
<i>Faderco compte exporter ses produits vers les pays d'Afrique</i>	<i>8</i>
<i>Un comparateur spécialisé en smartphones et tablettes</i>	<i>8</i>
Régions.....	9
<i>Oran : 16e édition du Salon de l'automobile de l'Ouest «Autowest 2016»</i>	<i>9</i>
<i>Ghardaïa : Formation de 120 férus de l'aquaculture</i>	<i>9</i>



CCI ALGÉRO-FRANÇAISE

غرفة التجارة و الصناعة الجزائرية-الفرنسية

Siège social : 38 rue Abou Noues Hydra, Alger

Accueil & Bureaux : Villa Malgaïve

01 rue du professeur Vincent Telemly, Alger

Tél: +213 (0) 23 507 019

Fax: +213 (0) 23 507 032

cciaf@cciaf.org

www.cciaf.org

NOS EVENEMENTS SUR

WWW.CCIAF.ORG

Relations algéro-belges : Accroître les échanges économiques

Source : El Moudjahid

Le Premier ministre du royaume de Belgique, Charles Michel, a entamé une visite de travail de deux jours en Algérie, dans le cadre du renforcement de la coopération algéro-belge. M. Michel a été accueilli, à son arrivée à l'aéroport international Houari-Boumediène, par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, et des membres du gouvernement. Cette visite devra permettre aux deux parties d'évaluer l'état des relations bilatérales et examiner les mécanismes susceptibles de permettre d'accroître les échanges économiques, d'une part, et d'aborder, d'autre part, dans le cadre d'un esprit de dialogue et de concertation, les questions liées à la circulation des personnes et des affaires sécuritaires. Les entretiens porteront également sur les questions internationales et régionales d'intérêt commun, en particulier celles relatives à l'évolution de la situation politique et humanitaire dans la sous-région.

M. Charles Michel : « Ma visite vise à renforcer les liens entre nos deux pays »

Le Premier ministre du royaume de Belgique, Charles Michel, a indiqué que sa visite «vise à renforcer les liens» entre son pays et l'Algérie et à développer la coopération bilatérale dans les différents domaines. Dans une déclaration à la presse, le Premier ministre belge a précisé sa visite en Algérie «devra permettre aux deux pays de renforcer leurs relations dans les différents domaines». Il sera ainsi question d'«examiner les moyens de renforcer la coopération économique et

l'investissement, mais aussi la sécurité, avec la lutte contre le terrorisme, ainsi que la question de l'immigration, et voir comment travailler ensemble pour y faire face», a-t-il précisé.

M. Bedoui reçoit le secrétaire d'État belge à l'Asile et aux Migrations

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Noureddine Bedoui, a reçu à Alger le secrétaire d'État belge à l'Asile et aux Migrations, Théo Francken. L'entretien, qui s'inscrit dans le cadre de la visite de travail que devra effectuer le Premier ministre belge, Charles Michel, à Alger en fin d'après-midi, s'est déroulé en présence du Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), le général-major, Abdelghani Hamel.

La Belgique veut renforcer sa coopération sécuritaire avec l'Algérie

Le secrétaire d'État belge à l'Asile et à la Migration, Théo Francken, a exprimé, hier à Alger, la volonté de son pays à renforcer sa coopération avec l'Algérie en matière de lutte contre le terrorisme. Dans une déclaration à la presse à l'issue de son entretien avec le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Noureddine Bedoui, M. Francken a précisé que «la coopération dans le domaine sécuritaire, en particulier la lutte antiterroriste, a été au centre des discussions».

Il a souligné que la Belgique, à l'instar d'autres pays européens, fait face à la menace terroriste». Il a relevé, à cet égard, que «l'Algérie possède beaucoup d'expérience en matière de lutte contre le terrorisme», exprimant le souhait de son pays de «bénéficier de cette expérience, à travers l'approfondissement de la coopération bilatérale dans ce domaine».

Relations américano-méditerranéennes : Le potentiel de l'Algérie présenté à Washington

Source : El Moudjahid

Les atouts de l'économie algérienne ont été présentés à Washington, dans le cadre d'un forum international sur les relations américano-méditerranéennes, organisé par le Think Tank américain Center for Transatlantic relations.

Intervenant au cours de cette rencontre de deux jours, à laquelle prennent part 13 pays de la Méditerranée, le membre du Conseil de la nation, Hafidha Benchehida, a évoqué l'amélioration du climat des affaires et la stabilité dans le pays qui permettent à l'Algérie de devenir une destination attrayante pour l'investissement étranger.

Mme Benchehida, qui s'exprimait lors d'une session consacrée au climat des affaires dans les pays du Maghreb, a souligné que l'Algérie restait une référence en matière de stabilité et un «exportateur de paix», un constat qui a été souligné lors du dernier forum sur les dialogues méditerranéens, qui s'est tenu samedi dernier à Rome, a-t-elle rappelé. De son côté, le vice-président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Mehdi Bendimerad, a fait une présentation sur les réformes économiques menées par l'Algérie, en mettant en exergue les principales mesures prises par le gouvernement pour faciliter l'investissement, à l'instar de la révision du code de l'investissement, l'accès au foncier industriel et la réduction des taxes.

L'objectif étant d'atteindre un taux de croissance de plus de 7% annuellement, de développer un tissu national de production de biens et de services destinés

à l'exportation, de réformer l'administration économique et d'intensifier la création des PME, a-t-il résumé. Le président du Conseil d'affaires algéro-américain, M. Smail Chikhounne, qui a été le modérateur du débat consacré au rôle du secteur privé dans la création de la croissance, a observé que le processus de la diversification de l'économie algérienne s'est accéléré ces dernières années, caractérisé par des investissements importants dans les secteurs hors hydrocarbures.

Actuellement, les investissements américains en Algérie ne sont plus cantonnés dans le gaz et de pétrole, mais se sont élargies à d'autres secteurs, comme l'agroalimentaire, la santé et l'industrie pharmaceutique, renforçant le partenariat et les échanges commerciaux entre les deux pays, a-t-il noté. Au cours de ce forum, l'accent a été mis sur la nécessité de relancer la coopération économique entre les États-Unis et les pays de la Méditerranée.

Ces relations transatlantiques, axées essentiellement sur le domaine sécuritaire, devraient être réinventées et élargies aux domaines économique et commercial, ont relevé les panélistes. Selon le Think Tank américain, les pays de la Méditerranée représentent un marché potentiel de 800 millions de consommateurs, soit le double du volume de celui de la région de libre échange nord-américaine, et avec lequel les États-Unis devraient renforcer la coopération économique et commerciale. Il a été relevé durant cette rencontre que l'essentiel des investissements étrangers destinés à cette région sont captés par les pays de la rive Nord de la Méditerranée.

Entre 2008 et 2015, les IDE drainés par la rive Sud ont baissé de moitié, selon les estimations présentées par ce Think Tank, qui a relevé la baisse des IDE dans ces pays qui pâtissent des effets du ralentissement

économique, des crises migratoires et des menaces sécuritaires pouvant impacter plusieurs autres pays. Ce centre de recherche américain a estimé à ce titre qu'une coopération transatlantique renforcée avec ces pays était en mesure de ramener la paix et la prospérité dans la région.

[Le PDG de Sonelgaz : Aucune hausse de l'électricité et du gaz pour 2017](#)

Source : El Moudjahid

Le PDG de Sonelgaz, M. Mustapha Kitouni, qui a effectué, hier, une visite de travail dans la wilaya de Bordj Bou-Arréridj, a évalué les créances du groupe à 60 milliards de dinars. Ce qui ne permet pas, selon lui, la réalisation des investissements dont le groupe a besoin pour améliorer la qualité de service.

M. Kitouni, qui a précisé que celles de la wilaya de Bordj Bou-Arréridj s'élèvent à 40 milliards de centimes, a déclaré que le groupe a besoin de produire 2.000 mégawatts supplémentaires pour permettre à ses clients de passer un été tranquille. «Nos capacités actuelles sont de l'ordre de 13.000 mégawatts», dit-il. «À l'horizon 2020, nous allons produire également 400 mégawatts à partir des énergies renouvelables», a-t-il ajouté

Le PDG, qui a affirmé que les créances étaient détenues à moitié par les particuliers, a précisé que des échéanciers seront cependant accordés aux clients. L'autre moitié, qui est à la charge des administrations et des entreprises, sera discutée avec les walis pour trouver une solution, a dit M. Kitouni, qui a reconnu que le comptage effectué actuellement par les agents peut comporter des erreurs. «Cela nous a poussés à adopter

des compteurs intelligents qui offrent la possibilité d'éviter aussi la surfacturation», a-t-il noté. Au passage, M. Kitouni, qui a rappelé que 50% des budgets des APC va à l'éclairage public, a suggéré aux élus locaux d'utiliser les énergies renouvelables.

Il a également déclaré qu'aucune hausse des tarifs de l'électricité et du gaz pour 2017 n'est prévue pour le moment, rappelant que la wilaya de Bordj Bou-Arréridj est la première au niveau national pour l'électrification, avec un taux de 98%, et 90% pour le gaz.

M. Kitouni a mis en service justement les réseaux de gaz naturel de deux localités, à savoir Bendaoud et Harraza. Ces deux localités sont les dernières avec celle d'El-Main, au nord de la wilaya, à être raccordées au réseau de gaz.

[Ciment : autosuffisance dès 2017](#)

Source : El Moudjahid

Le groupe public de ciment GICA est en phase de certification de sa production en ciment pétrolier, en prévision du lancement de la fabrication, pour la première fois en Algérie, de ce type de matériau, a indiqué son PDG, Rabah Guessoum, dans un entretien à l'APS.

Ce groupe public avait signé en 2015 un protocole d'accord avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pour pouvoir identifier, avec la collaboration de Sonatrach, les caractéristiques techniques de ce ciment qui est totalement importé par le secteur pétrolier. Sous forme d'échantillon, 300 tonnes de ce ciment ont été produites en novembre dernier avant d'être remises à Sonatrach pour opérer des tests. « Cette quantité a été testée sur un puits pétrolier et les résultats sont très satisfaisants. Nous

avons reçu des attestations de conformité de laboratoires de recherches étrangers qui travaillent avec Sonatrach », affirme le même responsable. A l'issue de cette phase, ce cimentier public est passé à celle de la certification avant de lancer prochainement sa production régulière au niveau de ses unités de production, sachant que la demande nationale est de 300.000 tonnes/an. Estimant que ce groupe dispose de réelles capacités pour répondre à toute la demande nationale en ciment pétrolier, M. Guessoum fait savoir que ce matériau spécifique sera produit par une des lignes de la cimenterie d'Aïn El K'bira (Sétif) pour en fournir à Sonatrach comme il sera également proposé aux sociétés pétrolières étrangères activant en Algérie.

L'objectif d'autosuffisance en ciment réalisable dès 2017

Quant à l'ambition de l'Algérie d'atteindre une autosuffisance en ciment toutes catégories dès 2017, le même responsable considère que c'est un objectif réalisable avec les capacités de production des secteurs public et privé. Concernant GICA, les quantités produites ont augmenté à près de 10,2 millions de tonnes (Mt) à fin octobre 2016 contre 9,8 Mt un an plus tôt, soit une hausse annuelle de 4%. Sur l'année 2015, la production du ciment par cette société s'était établie à 12,1 Mt pour une capacité installée de 11,5 Mt. Selon ses estimations, les douze cimenteries de ce groupe devraient clôturer l'année 2016 avec une production supérieure à 12,1 Mt. Cependant, le groupe n'a pas réalisé de nouvelles usines en 2016 mais a investi un montant de 88,3 milliards DA pour la réalisation de nouvelles lignes de production dans les usines existantes ainsi que dans leur maintenance et entretien : « Gica a investi pour optimiser ses capacités déjà installées grâce aux nouvelles technologies d'exploitation », assure-t-il. Sur l'année 2017, il table sur

une production de 13,2 Mt grâce à l'entrée en production de la deuxième ligne de production de la cimenterie d'Aïn El Kebira. S'agissant de ses projets de cimenteries de Béchar (1 Mt) et d'Oum El Bouaghi (2 Mt) dont les contrats ont déjà été signés et les travaux de réalisation entamés, ils devraient être réceptionnés dès fin 2018 pour entrer en production en début 2019. Concernant les extensions, la production de la cimenterie d'Aïn Kebira, dont les travaux de la nouvelle ligne de production sont achevés, triplera pour passer d'1 MT actuellement à 3 MT d'ici début 2017, tandis que celle de Zahana (Mascara) sera également dotée d'une nouvelle ligne de production de 1,5 MT, actuellement en cours de d'installation, et qui devrait être réceptionnée fin 2018. Celle de Chlef devra doubler en passant de 2 à 4 MT annuellement, précise le premier responsable. Ainsi, les capacités de production de groupe devraient atteindre les 20 Mt d'ici à 2019 contre 12 Mt actuellement. La combinaison de ces capacités de production avec celles du secteur privé devrait permettre d'atteindre 25 Mt de ciment en 2017 pour une demande nationale de 24,5 Mt. Actuellement, l'Algérie dispose de 14 cimenteries publiques et privées d'une capacité de production globale de près de 19,5 MT/an alors que la demande est de 24,5 MT annuellement, soit un déficit de 5 MT qui est comblé par les importations. Mais l'autre défi à relever est celui de la diversification de l'offre, selon M. Guessoum qui fait savoir que le groupe a entrepris une étude du marché pour identifier minutieusement tous les types de ciment demandés pour les produire localement, sachant que la plupart des cimenteries du pays fabriquent actuellement un seul type de ciment appelé « ciment 42,5 » alors qu'il existe 27 types de ciment à travers le monde. Interrogé sur les prix de vente du ciment, le même responsable relève que ceux appliqués par GICA sont maintenus au même niveau, et ce, même si sur le marché, certains opérateurs privés ont augmenté les

leurs de 20%. « GICA est un opérateur public. Il doit être le régulateur de marché, donc les prix sont maintenus. Et nous veillons à baisser les charges pour une production à moindre coût afin de ne pas pénaliser le consommateur », assure-t-il.

Nouveau texte pour encadrer la production et la commercialisation du café

Source : El Moudjahid

Le gouvernement a adopté récemment un décret exécutif encadrant la production et la commercialisation du café, a appris l'APS auprès de responsables du ministère du Commerce. Ce texte concerne exclusivement le café « torrefacto », c'est-à-dire le café moulu où l'ajout du sucre est toléré. Ces nouvelles mesures interviennent suite aux résultats d'une enquête menée par le ministère du Commerce qui a révélé plusieurs infractions dans la production et la commercialisation du café dont la présence du sucre dans le café moulu et le non-respect des proportions de sucre ajouté dans le produit Torrefacto, expliquent les mêmes responsables. Ainsi, ce décret exécutif, qui porte sur les caractéristiques de ce type de café ainsi que les conditions et modalités de sa mise à la consommation, fixe à 3% au maximum, au lieu de 5% jusqu'à maintenant, les proportions tolérées en sucre ou en caramel ou en amidon dans la composition du café torréfié au sucre, précise la même source. Abrogeant le décret 92-30 relatif aux spécifications et à la présentation des cafés, le nouveau texte interdit clairement la torréfaction du café vert avec du sucre ajouté et fixe sa teneur en eau ou en humidité à un taux inférieur à 12,5%. Les dispositions de ce règlement autorisent, pour les cafés torréfiés, décaféinés ou non, certaines opérations comme le mélange de cafés d'espèces (Arabica et Robusta) ou de provenances

différentes (Vietnam, Indonésie, Inde...). Elles autorisent également le mélange des cafés avec les succédanés ainsi que le mélange d'extrait de café et de succédanés à condition que la dénomination du produit ne contienne pas le mot « café » et que celui-ci figure uniquement dans la partie composition de l'emballage. Il s'agit également de l'autorisation d'enrober les graines de café avec une matière inoffensive, non hygroscopique, à condition que la nature d'enrobage et sa proportion soient mentionnées sur l'emballage. Les opérateurs doivent, selon le même décret, fixer des valeurs indicatives ou les taux tolérés pour la substance toxique « acrylamide » pour réduire le taux d'exposition à cette substance. Ils doivent également prendre en charge les nouvelles gammes de cafés ou les dérivés de café tels que le café décaféiné, café soluble, café instantané, café aromatisé, café moulu aux épices et les extraits de café. Le texte prévoit l'extension du champ d'application des cafés qui couvrira, ainsi, à l'avenir toute dénomination contenant soit le mot café, soit un dérivé de ce mot, soit le mot d'une espèce ou d'une variété de ces espèces. Il réserve la dénomination café sans qualification au café torréfié, et café-boisson obtenu à partir d'eau potable et du café torréfié. Les intervenants dans le processus de mise à la consommation du café doivent se conformer aux dispositions de ce décret dans un délai de six mois à compter de sa date de publication au Journal officiel.

[Issad Rebrab pense que l'Algérie peut devenir l'usine de l'Europe](#)

Source : TSA

Issad Rebrab pense que l'Algérie peut devenir l'atelier de l'Europe grâce à la co-localisation. « Oui, l'Algérie peut devenir l'atelier de l'Europe. Mais l'industrie française a de beaux jours devant elle, pour peu qu'elle

investisse. Pour moi, l'idéal pour sauver des emplois en France, c'est d'aller vers la « co-localisation », c'est-à-dire de fabriquer les produits de haute qualité dans leurs pays d'origine et les produits très compétitifs dans des pays comme l'Algérie », a déclaré le président de Cevital, dans un entretien au quotidien économique français Les Échos, publié ce mardi 6 décembre.

Pour argumenter, il cite le cas de Brandt, une société française qu'il a racheté et qui produit en Algérie, tout en gardant des activités et des emplois en France. « Brandt va réaliser un chiffre d'affaires d'environ 500 millions d'euros cette année contre 370 millions en 2015 et 170 millions en 2014. Nous devrions être rentables l'an prochain si l'on exclut les coûts de structure. Mais Cevital n'aurait pas réussi à redresser Brandt France sans investir fortement en Algérie », explique-t-il.

Issad Rebrab annonce des investissements de 300 millions de dollars dans l'usine de Brandt à Sétif. « D'ici à 2020, nous aurons investi un peu plus de 300 millions d'euros sur les sites de Sétif 1 et 2. Le premier employe 1.050 personnes, le second, qui sera inauguré en 2017, aura 7.500 salariés. En 2020, Sétif 2 produira de 8 à 10 millions d'appareils électroménagers par an », détaille le patron de Cevital, qui vise un chiffre d'affaires de 5 milliards de dollars dans l'électroménager à l'horizon 2020.

Il ne compte pas seulement multiplier par dix le chiffre d'affaires de Brandt, mais il veut se mesurer aux grandes marques internationales haut de gamme. « Avec nos quatre marques Vedette, Brandt, Sauter et De Dietrich, nous voulons concurrencer des acteurs premium comme Whirlpool, Bosch ou Electrolux », affirme Rebrab, en ajoutant que son groupe « a pour objectif de

réaliser 25 milliards de dollars de revenus à l'horizon 2025, dont 50 % à l'international ».

[Le train sifflera dès ce dimanche à Zéralda](#)

Source : Liberté

Cette nouvelle liaison ferroviaire concernera Birtouta, Tessala El-Merdja, Sidi Abdallah, l'université Sidi Abdallah et Zéralda.

La nouvelle liaison ferroviaire Birtouta-Zéralda, longue de 23 km, inscrite dans le cadre de l'aménagement de la région algéroise portant sur la modernisation et l'extension du réseau ferroviaire de la banlieue d'Alger, sera inaugurée dimanche 11 décembre par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, apprend-on de sources dignes de foi. Le projet de cette ligne ferroviaire vient ainsi désenclaver la région ouest d'Alger, notamment les localités côtières de Zéralda qui ne sont pas encore reliées au réseau ferré. Une œuvre qui profitera, à coup sûr, aux milliers d'usagers pénalisés par les embouteillages qui caractérisent souvent les régions d'Alger-Ouest ; cette ligne qui draine 50 000 voyageurs/jour sera une véritable bouffée d'oxygène pour les milliers d'automobilistes qui empruntent quotidiennement ce trajet.

Le directeur général de l'Anesrif (Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires), Azzedine Fridi, précisera à ce propos que les travaux de ce projet sont totalement finis et réceptionnés. « On sera au rendez-vous. Ce projet a été livré dans sa totalité à la date prévue. Les années 2016 et 2017 sont importantes pour nous, dans la mesure où d'autres projets seront réceptionnés », révélera le DG qui a boosté l'agence depuis son arrivée en 2011. De son côté, le directeur du projet, Rachid Benmahdjoub, est fier d'avoir participé à la concrétisation de ce grand

projet. “Les défis ne m’ont jamais fait peur, au contraire ils m’ont encouragé à multiplier les efforts. En fait, je suis vraiment fier d’avoir contribué pleinement à la réalisation de ce projet”, affirmera cet ingénieur. Par ailleurs, les habitants de cette partie d’Alger-Ouest, rencontrés sur les lieux, n’ont pas caché leur satisfaction quant à la réception de ce grand projet et attendent avec impatience la mise en fonction de cette ligne ferroviaire. “On attend avec impatience de voir le train circuler pour la première fois dans cette région, il va régler tous les problèmes de transport et créera une activité particulière dans notre région, il boostera toutes les communes qu’il traverse”, nous ont-ils fièrement déclaré. Ce tronçon englobe, en outre, cinq gares : Birtouta, Tessala El-Merdja, Sidi Abdallah, Halte université Sidi Abdallah et enfin Zéralda. Notons que cette liaison ferroviaire est à double voie électrifiée et le train roulera à 140 km/heure, et dont la signalisation sera équipée du système ERTMS niveau 1 très performant, et une télécommunication dotée d’un système type GSM-R. Poursuivant son programme de développement, l’Anesrif a lancé, faut-il le rappeler, deux études de prolongement de cette ligne, la première s’étale de Zéralda jusqu’à Aïn Bénian d’un linéaire total de 15 km ; la seconde dont les études ont été confiées aux Sud-Coréens qui ont déjà effectué une visite le long du couloir de ce futur projet qui démarre de Zéralda pour atteindre la ville côtière de Gouraya en passant par Tipasa et Cherchell longue de 91,7 km. À l’avenir, les Algériens pourront rejoindre les villes balnéaires de Tipasa et Cherchell par un train moderne électrifié à double voie. Les pouvoirs publics ont investi des milliards de dollars dans ce secteur stratégique pour le développement du pays. La SNTF a programmé, à partir de la gare centrale d’Alger, des liaisons sur le nouveau tronçon, Birtouta-Zéralda espacées d’une heure, la durée de la navette entre les deux communes est de 50 minutes. Notons par ailleurs que le coût global

de ce projet, confié à un consortium algéro-turc composé d’Infrarail (Algérie), Yapi Merkezzi (Turquie) et Setirail (maîtrise d’œuvre), est de l’ordre de 35 milliards DA. L’autre grand projet, Thénia-Tizi Ouzou, sera réceptionné dans le courant de l’année prochaine.

États généraux de l’aviculture

Source : Liberté

S’étalant sur quatre jours (5-8 décembre), cette manifestation “one shot” vise à établir un contact direct entre opérateurs et répondre aux attentes des décideurs économiques le long de la chaîne de production animale.

Placé sous le thème “Aviculture : états généraux, enjeu et perspectives”, le 4e Salon international de zootechnie s’est ouvert lundi à la salle omnisports du stade 24-Février-1956 de Sidi Bel-Abbès, avec la participation de 70 exposants, notamment des producteurs, des éleveurs et des opérateurs économiques représentant différentes wilayas ainsi que des entreprises spécialisées étrangères dans les filières animales en général et la filière avicole en particulier, venues d’Italie, d’Espagne, de France et des Pays-Bas, pour asseoir ensemble une stratégie d’avenir dans un esprit gagnant-gagnant. S’étalant sur quatre jours (5-8 décembre), cette manifestation “one shot” vise à établir un contact direct entre opérateurs et répondre aux attentes des décideurs économiques le long de la chaîne de production animale.

Selon les organisateurs, “ce rendez-vous annuel se tient dans une situation actuelle économique très difficile où le secteur agricole doit jouer un rôle important pour assurer notre sécurité alimentaire et y apporter une valeur ajoutée ainsi que pour résoudre les divers problèmes de l’aviculture”.

À ce propos, Laâla Boukhalifa, commissaire du salon, a déclaré : “Les problèmes de l’aviculture ont été posés à maintes reprises, mais hélas aucune solution ne leur a été trouvée, notamment en ce qui concerne la fluctuation des prix qui pénalise et l’éleveur et le consommateur. En l’absence d’une organisation sur le terrain, qui est du ressort des professionnels et des associations et non de l’administration, le prix du poulet a dépassé 250 DA le kg.” Il estime que “pour résoudre les problèmes de l’aviculture, il faut commencer par la régulation pour atteindre les besoins du marché qui est de l’ordre de 600 000 t. Il y a aussi le problème en amont des producteurs qui est très important par rapport aux abattoirs qui sont eux aussi déficitaires et n’arrivent pas à satisfaire au-delà de 4% de la production nationale. À cela s’ajoute également le grand déficit des structures de stockage et des chambres de conservation”. S’agissant du développement de la filiale lait, dont la situation actuelle se caractérise par un déséquilibre total, menaçant même son avenir en l’absence d’une politique de régulation du marché, le commissaire du salon a préconisé la prise en charge de trois volets, le choix de la vache qui s’adapte au climat algérien, ou la sélection de la race locale, la disponibilité de l’aliment vert et non de l’orge qui est l’appoint, et le côté sanitaire et hygiène. “Normalement, une vache laitière peut donner jusqu’à 70 l/j, alors qu’actuellement on est à 20 l/j, ce qui est insuffisant et augmente nos charges. Donc, si on arrive à maîtriser ces trois volets, on peut dire que l’Algérie est un pays à vocation lait.”

COMMERCE

[Alliance assurance présente son bilan : «81% de dossiers automobiles réglés»](#)

Source : Le Soir d’Algérie

Hassen Khlifati, PDG d'Alliance assurance, était hier l'invité d'un forum organisé par le journal arabophone El-Mihwar. Le responsable de cette agence a dressé à cette occasion un bilan détaillé du travail mené par son groupe. Il a ainsi annoncé que 81% des dossiers déposés dans le cadre de remboursements pour les accidents de voiture ont été réglés dans des temps corrects, «sinon plus grâce aux efforts fournis par Alliance assurance». Cette proportion, poursuit-il, «veut dire que 8 dossiers sur dix ont été réglés. Sur les 10 000 dossiers reçus, 81% ont été traités et leurs clients remboursés». Dans le même contexte, Hassen Khlifati a fait savoir que le volet «remboursement automobile» d'Alliance assurance a connu un essor de 3,5% comparativement à l'année précédente. Dans son bilan global, Alliance assurance a enregistré, dit-il, un essor de 3,42% par rapport aux années précédentes.

[Le cahier de charges du projet "Scania" à Mascara approuvé par le ministère de l'industrie](#)

Source : Maghreb Emergent

La commission d'évaluation technique au ministère de l'Industrie et des Mines a donné, en fin novembre dernier, son accord pour le cahier de charges proposé par une société privée pour l'installation d'une usine automobile de marque "Scania" dans la wilaya de Mascara, a-t-on appris lundi de l'investisseur.

Le directeur de la société "Attifi", Mohamed Mezoughi a indiqué, à l'APS, que le ministère a approuvé, par sa commission d'évaluation technique, le cahier de charges proposé en octobre dernier après la levée de réserves techniques et juridiques. Après la réalisation de l'usine, un agrément devra être accordé à chaque

modèle de produits avant le lancement de la production.

Le projet de réalisation de l'usine de fabrication et montage de véhicules de poids lourds et de bus, lancé au parc industriel d'Oggaz au Nord de la wilaya, en collaboration avec la société suédoise "Scania", comprend cinq modèles de véhicules dont des bus de transport des voyageurs.

Le montant l'investissement est estimé à 900 millions DA dont les deux tiers d'un financement bancaire. La sortie d'usine du premier véhicule est attendue en octobre 2017. Une moyenne de 600 unités/an est prévue avec un taux d'intégration nationale de 40 pour cent.

Le partenaire suédois assure l'accompagnement technique, la licence de production gratuitement, le contrôle de la qualité, la formation et l'accompagnement du réseau des sous-traitants avec l'usine.

La société "Attifi" a conclu une convention avec le centre de formation professionnelle spécialisé de la wilaya d'Oran pour former des ouvriers à différents métiers retenus, par des techniciens relevant de la firme "Scania".

[Capten Al Marsa met le Cap sur l'Afrique](#)

Source : Algérie Eco

Le retour à la consommation de la sardine est une option incontournable dans la stratégie de la société Capten, du Groupe Bairi. « L'apport nutritionnel de l'Oméga 3 pour l'être humain est fortement présent dans la sardine que dans d'autres poissons», a indiqué le Directeur commercial, Redha Oukkal, lors de notre

rencontre au Forum africain de l'investissement et des affaires, qui s'est tenu du 3 au 5 décembre, au Centre international des Congrès (CIC).

« Tout a commencé avec le rachat par le Groupe Bairi de Capten, auparavant relevant du secteur étatique, sous la dénomination de l'Ensep », a-t-il également déclaré en préambule de notre discussion.

« Ensuite, poursuit-il, on s'est spécialisé, depuis maintenant un peu plus de deux ans, dans la production, la mise en boîte et la commercialisation des produits de mer, notamment la sardine, sur le marché national. Notre produit s'appelle Capten Al Marsa ». Il a également ajouté que, « le recul dans la consommation du thon, pour des raisons de cherté de ce produit, nous a incités à lancer une stratégie offensive basée sur le rapport prix/emballage, et ce, en mettant l'accent, essentiellement sur la qualité de la matière première, la sardine de Méditerranée, avec des préparations variées, à savoir sardines à la tomate, à la harissa, aux aromates et huile d'olive, au citron, à l'huile végétale ».

Ne se contentant pas de ces aspects, Capten, selon toujours notre interlocuteur, a « tablé sur l'adaptation des saveurs de la sardine aux traditions culinaires et gustatives des régions. Pour l'exemple : le pimenté pour les régions de l'est». Pour plus d'efficacité, Oukkal a relevé « l'apport d'un réseau de distribution, ayant atteint un taux de 70% de couverture nationale ».

« Notre objectif est d'avoir une représentation made in Algeria, dans le Continent africain », nous a dévoilé notre interlocuteur, quant à l'objectif recherché derrière leur participation à ce Forum « Avant cela, ajoute-t-il, il fallait atteindre une présence nationale de plus de 80%, restant du domaine du possible depuis qu'on a eu un partenaire à Oued Souf ».

Enfin, il a déclaré qu'« une forte demande émane de l'Afrique, principalement de l'Afrique de l'Ouest (Mauritanie et Guinée). Notre souci est aussi de cibler le Cameroun, plaque tournante du continent. ». A titre d'information, Bairi Groupe est versé dans l'industriel (Ival) et l'agro-alimentaire. Pour Capten, le Groupe s'est doté d'une usine à Ténès, dans la wilaya de Chlef, et d'un siège social à Dar El Beida, Alger.

[Le cabinet algérien Bravehill ouvre une filiale en Mauritanie](#)

Source : Algérie Eco

Le cabinet de conseil algérien Bravehill (BH advisory Spa) dirigé par Mohamed Skander sort de ses frontières pour ouvrir une filiale en Mauritanie.

BH Mauritanie sera créé en partenariat avec le cabinet local E&D et l'un des principaux groupes mauritanien, le groupe AON. Le MoU pour la création de BH Mauritanie devrait être signé à l'occasion du forum Africain d'investissement et d'affaires qui s'ouvre ce jour à Alger et qui se déroule jusqu'au 5 décembre.

Après l'absorption de la société de recrutement FAR (Franco Algérienne de Recrutement) le groupe BH entend se développer en Afrique, notamment francophone. Bravehill conseille les grandes entreprises en Algérie sur différents métiers : plans de financement, études de marché, organisation, systèmes d'information et études consommateurs.

[Faderco compte exporter ses produits vers les pays d'Afrique](#)

Source : Algérie Eco

Le leader du marché du papier en Algérie, le Groupe Faderco, s'est particulièrement distingué lors du forum africain pour l'investissement, et ce par l'organisation d'un workshop entièrement dédié à la fabrication et la transformation du papier, et l'ampleur de ce marché en Afrique. Dans ce sens, l'expérience de Faderco dans le domaine, attestée par sa gamme Cotex, forte de 21 produits au démarrage en 2012, dénote du niveau de maîtrise des processus de production acquis par la société. Notamment dans l'utilisation des deux composants clé, l'eau et l'énergie.

A cela s'ajoute le composant essentiel, à savoir la cellulose et la maîtrise technologique, soit un équipement de haute qualité « il faut une bonne connaissance du marché pour prévoir les réactions aux lancement des produits. A cela il faut ajouter une bonne maîtrise de la distribution pour une visibilité optimale des produits » explique un cadre dirigeant de la société. Et d'ajouter « pour exister sur le marché, il est impératif d'améliorer constamment la qualité de l'eau, elle doit être traitée et purifiée pour obtenir le meilleur résultat sur la qualité des produits.

En outre, « nous avons des capacités de stockage et de recyclage à même de nous classer parmi les entreprise éco-responsables, et préservatrice de l'environnement » a-t-il fait savoir.

Par ailleurs, « la vision de Faderco sur le marché africain se base sur la croissance de consommation en papier de l'ordre de 6% annuellement, et sur l'adaptation de l'équipement en fonction de la progression de consommation pour s'adapter au marché, il faut une technologie flexible, un équipement facilement renouveau et une simulation du processus de fabrication et des impacts » indique l'équipementier du groupe Valmet, Bernard Glifberg.

Avec une force de frappe établi sur des produits d'hygiène et dérivées de coton, Faderco assure les besoins de 80% de la consommation nationale, et vise à travers son plan de développement, et la gamme de ces nouveaux produits, et l'investissement de 70 millions de dollars pour la réalisation de l'usine de Sétif « Une partie de la production sera destinée à l'exportation, notamment vers les pays d'Afrique où il y a une forte demande en matière de pâte à papier, ainsi que vers l'Asie », a précisé le DG du groupe Mr Amor Habes.

En somme, la stratégie de la société Faderco, se base également sur l'expansion démographique nationale et africaine, et sur ses besoins en consommation domestique et industrielle de papier. C'est précisément sur cette base qu'une intégration régionale, et entre producteur, se profile à travers cette vision d'approche du marché de l'industrie du papier en Afrique.

[Un comparateur spécialisé en smartphones et tablettes](#)

Source : El Watan

Le premier site comparateur spécialisé en smartphones et tablettes a été mis en ligne : www.prixalgerie.com. Il est le guide d'achat complet qui va révolutionner le domaine de la téléphonie en Algérie. Il est le seul site comparateur de produits technologiques existant en Algérie, un site créé pour les consommateurs algériens. Il présente et compare de manière exhaustive des produits divers. Le site s'adresse aux consommateurs algériens, qui peuvent désormais accéder à des informations claires et comparer les différents produits, ainsi qu'aux revendeurs en leur permettant de publier leurs offres en un seul clic. La start-up algérienne Android DZ a relevé le défi. Après une année de travail

acharné, elle a réussi à créer un comparateur de prix de smartphones et tablettes pratique et intuitif à destination des consommateurs algériens. Il permettra ainsi aux utilisateurs de s'informer sur les prix, la disponibilité et toutes les caractéristiques des produits téléphoniques qui se trouvent sur le marché algérien en lisant les derniers articles rédigés sur un quelconque produit souhaité ou en visualisant les vidéos des tests produits.

REGIONS

Oran : 16e édition du Salon de l'automobile de l'Ouest «Autowest 2016»

Source : Le Soir d'Algérie

Une dizaine de marques de véhicules légers seront présentes dès aujourd'hui à la 1re édition du Salon de l'automobile de l'Ouest «Autowest 2016», et ce, jusqu'au 17 décembre. Le leader du marché des voitures en Algérie Renault sera bien évidemment présent, de même que le concessionnaire sud-coréen Hyundai. L'on note le retour de Chevrolet qui tente d'avoir sa place dans le marché des véhicules. Sont également présents Opel, Nissan, BAIC, Saipa, IKCO et Lifan.

Pour les organisateurs, «cette édition Autowest 2016 aura le privilège de mettre en avant la production automobile algérienne avec l'exposition d'un nombre appréciable de marques et modèles de véhicules, motos et camions montés en Algérie et s'étalera sur plus de 10 000 m² de surfaces d'exposition avec des stands d'exposition en grande majorité personnalisés, avec la présentation des gammes les plus complètes possibles, compte tenu de la situation actuelle du secteur automobile et de chacune des marques présentes.

La moto, le petit utilitaire et le camion seront aussi présents, lors de cette édition, en force, sans oublier la presse spécialisée et les services liés à l'automobile: financement, assurances, géolocalisation, et autres».

Ghardaïa : Formation de 120 férus de l'aquaculture

Source : Liberté

Organisé à l'initiative de l'association Tagemi, en collaboration avec les chambres interwilayas de la pêche et des ressources halieutiques d'Ouargla, de Sétif et de Guelma ainsi que l'Institut des technologies de pêche de Collo (Skikda), un cycle de formation en aquaculture intitulé "L'importance de la formation pratique pour la réalisation d'investissement productif", troisième du genre, a débuté jeudi passé au profit de 120 férus de pisciculture de différentes wilayas à El-Atteuf (wilaya de Ghardaïa). Selon les organisateurs, ce cycle vise à accompagner les petites exploitations dans les zones reculées pour améliorer leur productivité et rentabiliser leurs bassins d'irrigation comme espace d'élevage du poisson. Ces espaces aquacoles réalisés dans les différents périmètres agricoles peuvent constituer une source de revenus complémentaires pour les agricultures et par-là même un élément crucial pour le développement de la productivité des produits agricoles, selon la même source. L'État encourage cette forme d'activités dans les périmètres agricoles, notamment dans les régions déshéritées, en vue de permettre aux agriculteurs d'accroître leurs revenus et de diversifier leur production et également à la population continentale de bénéficier de poissons. Il est également organisé une exposition des différentes expériences des participants venus de plusieurs wilayas pilotes dans le domaine de l'aquaculture et de petits

ateliers dans le domaine de l'élevage aquatique, en présence des universitaires.